



## REVUE DE PRESSE... SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE



*Décembre*

### **La Voix du Nord : 02/12/11**

#### **Sarkozy veut conjurer « la peur » et refonder l'Europe avec l'Allemagne**

À cinq mois de l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy a choisi Toulon pour expliquer la crise devant 5000 personnes. Il a évoqué « *cette peur qui détruit la confiance* » et « *qui paralyse les consommateurs, qui empêche l'investisseur d'investir, l'entrepreneur d'entreprendre, le patron d'embaucher, le banquier de prêter* ».

Nicolas Sarkozy a ajouté que « *la France milite avec l'Allemagne pour un nouveau traité* » destiné à améliorer la gouvernance économique européenne et ramener le calme sur les marchés. Le président recevra lundi à Paris la chancelière Angela Merkel et ensemble, ils doivent faire « des propositions » pour garantir l'avenir de l'Europe.

De son côté, Angela Merkel va présenter des propositions devant le Bundestag. La Pologne qui préside l'UE jusqu'à la fin de l'année a également souhaité un changement rapide du Traité européen de Lisbonne, pour faire face à la crise.

#### **La France le souhaite, mais la BCE refuse le rôle de pare-feu**

C'est un souhait de Nicolas Sarkozy mais le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi a exclu hier un rôle accru de la banque pour sortir la zone euro de la crise.

Mario Draghi a précisé qu'il existe « *un traité, on ne doit pas demander à la BCE de faire des choses hors du traité* ». Selon les textes qui fondent l'institut monétaire, son mandat est le maintien de la stabilité des prix.

Mario Draghi estime que chacun possède un rôle et celui de restaurer la confiance des marchés appartient aux « *gouvernements, individuellement et collectivement* ». Ces déclarations sont une mauvaise nouvelle pour Paris qui souhaite un rôle accru de la BCE pour venir en aide aux États en difficulté.

### **La Voix du Nord : 02/12/11**

#### **Innovation et formation, armes du futur pour le textile régional**

Le Centre européen des textiles innovants (CETI) porté par le pôle de compétitivité Up-tex ouvrira ses portes le 10 octobre 2012. Le bâtiment flambant neuf se situe entre Tourcoing et Roubaix. Ce laboratoire des textiles du futur veut placer notre région au cœur de la planète textile. Créée en juin, le pôle d'excellence régional textile souhaite coordonner les actions régionales dans les domaines de la mode et des textiles techniques.

### **La Voix du Nord : 05/12/11**

#### **Sarkozy ouvre aujourd'hui avec Merkel une semaine cruciale pour la zone euro**

Nicolas Sarkozy reçoit aujourd'hui la chancelière allemande Angela Merkel et selon le président, il s'agira pour Paris et Berlin de faire « *des propositions* » pour « *garantir l'avenir de l'Europe* ». Les deux dirigeants se retrouveront en fin de semaine à Bruxelles avec l'ensemble de leurs partenaires européens.

Si tous deux sont d'accord sur l'objectif de refonder l'Union européenne en revenant sur les traités et une plus grande discipline budgétaire, ils ne s'accordent pas totalement sur les moyens d'y parvenir. Nicolas Sarkozy était initialement réservé sur un changement des traités mais il s'est résolu à cette exigence allemande.

Paris se dit désormais favorable à un traité européen « plus intrusif », facilitant notamment les sanctions pour les États jugés trop laxistes et donnant plus de moyens de surveillance aux autorités européennes sur les budgets nationaux. Cette révision des traités devrait être proposée aux vingt-sept pays de l'UE selon Paris et Berlin et si certains pays s'y refusent, la possibilité envisagée serait de ne la faire adopter que par les pays de la zone euro.

En échange, Nicolas Sarkozy attend de Berlin des gages sur la solidarité européenne. Cela devrait se traduire par la possibilité pour la BCE de racheter la dette des pays les plus fragiles. Cependant, l'Allemagne principale pourvoyeuse de fonds de la BCE s'y oppose. En réalité, la BCE rachète depuis plusieurs mois des obligations d'État des pays en difficulté mais cela reste insuffisant pour soulager durablement la zone euro.

## **La Voix du Nord : 06/12/11**

### **Paris et Berlin trouvent un compromis sur un futur traité européen**

L'idée est de conclure un accord dès le mois de mars sur ce traité dont l'Allemagne avait fait une priorité afin de sanctuariser la discipline budgétaire des États membres de la zone euro. La France qui était initialement réservée sur ce traité s'y est résolue, dans l'espoir d'obtenir en échange des gages sur la solidarité européenne.

Le premier point inscrit dans le traité consiste à sanctionner automatiquement et immédiatement les États membres de l'UE dont le déficit dépasserait les 3% du produit intérieur brut. Un compromis semble avoir été trouvé entre Paris et Berlin et il appartiendra à chaque cour constitutionnelle nationale de vérifier que le budget de « son » pays tend vers l'équilibre.

Le deuxième point fort du traité concerne la règle d'or afin qu'elle soit « renforcée », « sévère » et « harmonisée au niveau européen ». Les dix-sept pays de la zone euro devraient donc se doter d'une disposition constitutionnelle de retour à l'équilibre.

Après avoir plaidé en faveur d'euro-obligations qui mutualiseraient la dette des pays de la zone euro, Paris y a finalement renoncé en se ralliant à la position de Berlin. En effet, le risque serait que les États les moins vertueux s'abritent sous ce parapluie européen pour relâcher leur discipline budgétaire et en faire payer le prix aux plus vertueux.

La France a également renoncé à demander à la Banque centrale européenne de s'ériger en rempart contre la propagation de la crise, en achetant de la dette des pays en difficulté. La BCE aurait endossé ainsi un rôle similaire à celui de la Réserve fédérale américaine.

Le mécanisme européen de stabilité (MES), le fonds de secours permanent de la zone euro censé voir le jour mi-2013, serait avancé en 2012. Ce fonds doit remplacer l'actuel Fonds européen de stabilité financière (FESF).

## **La Voix du Nord : 06/12/11**

### **Trois parcs naturels transnationaux européens se retrouvent pour planter un verger**

La plantation d'un verger a réuni trois parcs transnationaux au Bol vert à Trélon. C'est dans le cadre du projet de coopération WECAN que plusieurs structures étaient invitées sur le site pour élaborer des partenariats à venir. Le Parc national régional de l'Avesnois était présent mais également le Parc national de la Haute Campine (Belgique Flandres) et le Parc régional des Trois Vallées (Pays de Galle). La rencontre entre les structures fut riche par la découverte des lieux et des produits locaux.

*« L'idée de ce projet est de tirer les leçons des savoir-faire français, pour mener des initiatives similaires »* a déclaré David Llewellyn du Parc régional des Trois Vallées. Cinq travailleurs de l'Établissement et service d'aide par le travail (ESAT) ont obtenu par validation des acquis de l'expérience (VAE), le titre de niveau V « ouvrier du paysage ». Ils étaient présents pour la plantation du verger de 20 arbres fruitiers.

## La Voix du Nord : 07/12/11

### Le « AAA » de la France menacé, Sarkozy dans une situation délicate

À peine quelques heures après le mini-sommet franco-allemand de lundi, au cours duquel les deux dirigeants ont scellé un compromis pour imposer à l'Europe une plus grande discipline budgétaire, l'agence de notation américaine Standard & Poor's annonçait le placement de quinze des dix-sept membres de la zone euro sous « *surveillance négative* ».

Les six pays bénéficiant de la note maximale « AAA » sont particulièrement visés, y compris l'Allemagne dont l'économie est florissante. La France est le seul pays à être menacé de perdre deux crans, contre un seul pour les autres. L'agence de notation a justifié cette sévérité par le fait que les banques françaises sont les plus grandes détentrices en Europe de dettes souveraines de pays européens.

François Hollande, candidat PS à la présidentielle a qualifié d'« *illusion* » le nouveau traité prôné par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. Les deux dirigeants veulent convaincre leurs partenaires européens d'adopter leur accord qui comprend une règle d'or budgétaire et des sanctions automatiques pour les mauvais élèves.

### L'Allemagne crie au complot mais Merkel pourrait en profiter

Berlin et Paris avaient déjà publié lundi dans la nuit un communiqué très mesuré où ils se disaient « *pleinement solidaires* » pour « *assurer la stabilité de la zone euro* ». Contrairement à Angela Merkel, certains membres de la coalition conservateurs/libéraux au pouvoir tiraient à boulets rouges sur l'agence de notation Standard & Poor's.

« *Je ne suis pas partisan des théories du complot mais, quelques fois, il est difficile de se défaire de l'impression que certaines agences de notation et certains gestionnaires de fonds américains travaillent contre la zone euro* » a estimé Rainer Brüderle, ténor du parti libéral FDP.

Pour le parti CDU de Merkel, Michael Fuchs a dégainé et déclaré qu'il voyait « *un calcul d'ordre politique derrière cette annonce* ». « *La dette des États-Unis dépasse celle de la zone euro toute entière* », s'est-il aussi indigné. Avec cette annonce, l'agence américaine pourrait bien aider Angela Merkel à atteindre son but d'imposer une discipline budgétaire de fer dans la zone euro.

## **La Voix du Nord : 08/12/11**

### **Zone euro**

#### **Pessimisme, explosion...**

Berlin est « *pessimiste* », Paris redoute une « *explosion* » de l'UE et Washington maintient la pression sur la zone euro pour qu'elle stoppe enfin la crise. À la veille d'un sommet jugé crucial, les nuages se sont accumulés. Les marchés européens, qui avaient ouvert en nette hausse et semblaient déterminés à croire en une issue positive, ont atténué leurs ardeurs pour finir dans le rouge.

## **La Voix du Nord : 09/12/11**

### **L'Europe divisée se retrouve au chevet de la monnaie commune**

Les vingt-sept chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne se sont retrouvés pour tenter de se mettre d'accord sur la réponse immédiate à la crise et sur la discipline budgétaire que veulent à tout prix accroître Berlin et Paris. L'objectif du sommet est à la fois de refonder l'Union monétaire et de trouver des solutions d'urgence.

Dans l'esprit de beaucoup, la Banque centrale européenne doit agir plus massivement pour aider les pays en difficulté comme l'Italie via le rachat de leur dette sur les marchés. Or, Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne a déçu les marchés hier en paraissant écartier une intervention de grande ampleur sur le marché de la dette.

Paris et Berlin veulent modifier le traité de l'UE mais cela requiert l'unanimité des 27 pays, y compris les dix qui ne font pas partie de l'Union monétaire. La Grande-Bretagne menace de monnayer son feu vert en exigeant notamment une exemption par exemple quant à la surveillance paneuropéenne du secteur financier.

Le Premier ministre de la Suède qui ne fait pas non plus partie de la zone euro a déclaré qu'il n'avait « pas de soutien pour un changement de traité » dans son opinion. Paris et Berlin ont déjà prévenu qu'à défaut de pouvoir aboutir à un changement de traité à 27, ils passeraient par un accord limité aux dix-sept pays de la zone euro.

Ce scénario inquiète les présidents de l'UE, Herman Van Rompuy, de la Commission européenne, José Manuel Barroso. « L'Europe, c'est 27 États membres, pas 17 ou 17 plus », a déclaré le Premier ministre polonais Donald Tusk.

### **Dernière heure : accord sur le durcissement des règles budgétaires**

Les dirigeants des pays de l'Union européenne sont tombés d'accord hier soir sur le principe d'un « pacte budgétaire » prévoyant un net durcissement de la discipline dans la zone euro, prévoyant notamment des « règles d'or ». La question est de savoir si cette réforme sera inscrite dans un changement du traité ou s'il s'agira d'un accord intergouvernemental entre les pays de la zone euro. La possibilité d'un accord est l'option qui semble désormais privilégiée.

Il est aussi prévu de rendre quasiment automatiques les sanctions pour les pays dont le déficit public dépasserait les 3% du produit intérieur brut. Le futur Mécanisme européen de stabilité (MES) permanent coexisterait pendant un an avec l'actuel fonds de secours de la zone euro. Parallèlement, la déclaration de l'UE ouvrirait la voie à la mise en place des euro-obligations, un sujet dont l'Allemagne ne veut pas entendre parler.

### **La Voix du Nord : 10/12/11**

### **Les Européens avancent vers la discipline budgétaire, sans le Royaume-Uni**

Les Européens se sont mis d'accord hier pour renforcer la discipline budgétaire mais ont échoué de peu à le faire avec l'appui de toute l'UE, pour cause le clash avec le Royaume-Uni qui se retrouve isolé.

Après plus de neuf heures d'intenses négociations, les chefs d'État et de gouvernement n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un changement du traité de toute l'Union européenne pour réformer la zone euro car il nécessite l'approbation des 27 États membres.

Les exigences du Royaume-Uni ont été à l'origine de cet épilogue. Le Premier ministre britannique, David Cameron a réclamé que la City de Londres puisse se soustraire si nécessaire à la surveillance européenne du secteur financier.

Selon Nicolas Sarkozy, les britanniques ont présenté des demandes « *inacceptables* ». Angela Merkel a parlé d'une situation habituelle avec les Britanniques car ils « *n'étaient déjà pas dans l'euro, et donc nous avons l'habitude de cette situation* ».

Tous les pays de l'UE (dont huit qui ne font pas partie de la zone euro) à l'exception de la Grande-Bretagne soutiennent le nouveau pacte d' « *union de stabilité budgétaire* » qui pourrait être signé en mars et qui prendra la forme d'un accord intergouvernemental. La Suède et la République tchèque ont toutefois besoin de temps pour trancher, la Hongrie qui était du côté de la Grande-Bretagne dans un premier temps a changé de camp.

## **La zone euro va renflouer le FMI pour qu'il aide...la zone euro**

Les Européens devraient renflouer le Fonds monétaire international à hauteur de 200 milliards d'euros pour qu'il vole en retour, au secours de la zone euro, mais cela ne suffira pas à résoudre la crise de la dette. La directrice générale du FMI, Christine Lagarde a promis de « *participer* » aux « *efforts* » de la zone euro et a salué des mesures qui vont « *clairement dans la bonne direction* ».

En raison de l'hostilité américaine, une augmentation générale des ressources de l'institution financière a été écartée au profit de contributions bilatérales volontaires de pays émergents et européens. Le FMI avait fait appel à l'Europe la semaine dernière mais la BCE a refusé d'intervenir. Ce sont finalement les banques centrales nationales qui devraient octroyer des prêts bilatéraux au FMI.



## **La Voix du Nord : 10/12/11**

### **Un pacte de « long terme », qui ne résout pas l'urgence**

Le nouveau pacte budgétaire, sans le Royaume-Uni, conclu à Bruxelles, peut-il sauver la zone euro ? L'avis de deux économistes de la région.

Selon Vincent Duwicquet, maître de conférence à l'Université de Lille 1, *« l'accord trouvé ne met absolument pas à l'abri la zone euro »*. Le pacte budgétaire ne réglera pas les problèmes liés à la compétitivité des pays. *« De plus, l'appréciation de l'euro par rapport aux autres monnaies aggrave cette situation de déséquilibre entre le Nord et le Sud de la zone euro »*.

Pour Didier Van Petegem, ancien doyen de la Faculté libre de science économique et de gestion de l'Université catholique de Lille, la discipline budgétaire, chère à l'Allemagne *« est une solution de long terme, qui ne résout pas l'urgence du court terme »*. Il ajoute que l'Europe souffre d'un manque de responsabilité et de solidarité.

Vincent Duwicquet estime que le refus anglais n'est pas un problème *« dans la mesure où les Anglais ne sont pas dans la zone euro et peuvent mener une politique de change, ce qui n'est pas le cas des autres pays de la zone »*.

Didier Van Petegem pense que la réaction britannique n'est pas étonnante. *« Il est clair que les Anglais refusent toute réglementation des marchés financiers, comme le propose Bruxelles, à cause de la City, comme ils refusent tout fédéralisme budgétaire »*.

## **La Voix du Nord : 10/12/11**

### **La Croatie, 28e membre de l'UE**

La Croatie a signé hier à Bruxelles un traité qui lui permet de devenir en juillet 2013 le 28<sup>e</sup> État de l'Union européenne, une fois approuvé par référendum par son peuple et ratifié par les 27 États.

Tirant les conséquences de l'adhésion trop hâtive de la Bulgarie et de la Roumanie, l'UE met cette fois en place un système de surveillance pour s'assurer que Zagreb poursuivra ses efforts de réforme d'ici à juillet 2013. Dans le cas où Zagreb viendrait à relâcher ses efforts, la Commission européenne pourra lui adresser des lettres d'avertissement, qui pourraient être suivies d'éventuelles sanctions décidées par les 27.

## **La Voix du Nord : 10/12/11**

### **Europe : le Royaume désuni**

Pour la première fois dans l'histoire européenne, le veto britannique a été contourné, laissant la Grande-Bretagne à sa solitude insulaire. Une nuit de décembre 1992 à Maastricht, John Major le Premier ministre qui avait succédé à la Dame de fer avait triomphé lors de négociations avec le duo leader de l'époque, François Mitterrand et Helmut Kohl.

L'accord historique trouvé par les onze autres États membres pour créer l'Union européenne et aller vers une monnaie unique n'engagerait en rien son pays. La Grande-Bretagne restait donc en dehors de la monnaie unique mais pourrait profiter du marché unique, de la libre circulation des capitaux mais pas celle des citoyens.

Elle se tenait ainsi à l'écart de l'Europe monétaire et d'une politique économique et budgétaire harmonisée. David Cameron avait promis aux eurosceptiques de son parti de défendre les intérêts nationaux et il a tenu parole mais contrairement aux autres affrontements qui ont jalonné l'histoire, David Cameron n'a pas trouvé d'allié pour barrer la route au couple franco-allemand. Si l'accord n'est pas obtenu à vingt-sept, il se fera à vingt-six. Le Premier ministre britannique a justifié son veto par la préservation des intérêts de la City.

## **La Voix du Nord : 12/12/11**

### **Si la fin de l'euro n'est plus à exclure, le coût serait rude... au début**

Récemment, la Banque UBS a estimé que si un pays « faible » comme la Grèce quittait l'euro, il lui en coûterait entre 9 500 et 11 500 euros par habitant la première année, puis 2000 à 4000 les années suivantes.

Si un pays « fort » comme l'Allemagne devait quitter la zone euro, le coût par habitant serait de 6 000 à 8 000 euros la première année, soit 20 à 25% du PIB du pays, puis 3 500 à 4 500 euros les années suivantes. Ainsi, le retour aux monnaies nationales se traduirait par des dévaluations pour certaines, une appréciation pour d'autres. Les pays les plus fragiles devraient alors restructurer leur dette à un coût beaucoup plus élevé.

De la même manière, la disparition de la zone euro ou sa survie sous une forme amoindrie nuirait aux économies extérieures. C'est pourquoi, les dirigeants américains pressent l'Europe à trouver une solution à la crise de la dette.

Cependant, « *les perspectives à long terme pour les ex-économies de la zone euro seront peut-être améliorées par la capacité des anciens États membres à mettre en œuvre leurs propres politiques et à permettre à leurs monnaies de fluctuer* », écrivent les analystes de Capital Economics.

### **Avant toute chose, éviter la panique de la population**

Selon les économistes et dans l'hypothèse d'un retour à la monnaie nationale, la priorité serait d'éviter la panique de la population. Les anciennes devises ont été détruites, même si les Européens en gardent un peu au fond des tiroirs, les fabriques nationales de monnaie se mettraient donc au travail pour plusieurs mois.

Cependant, le cours des monnaies émises par des pays économiquement fragiles fondrait sous la pression des marchés. Cela conduirait à la panique des habitants qui décideraient de retirer en masse leur argent des banques, entraînant « *l'effondrement du système financier* », prévient Federico Steinberg, économiste à l'institut espagnol Elcano.

## **La Voix du Nord : 16/12/11**

### **La zone euro, toujours sous tension, se cherche des raisons d'espérer**

Cherchant à minimiser l'impact d'un abaissement par Standard & Poor's des notes souveraines des principaux pays de la zone euro, dont la France et l'Allemagne, les dirigeants européens ont musclé leur discours contre les agences de notation, accusées d'être une nuisance. Après avoir lourdement chuté, les bourses européennes se sont reprises hier.

En Italie, le gouvernement a annoncé son intention de poser la question de confiance pour accélérer l'adoption de son plan de rigueur. Les partenaires de la zone euro continuent de suivre la situation avec la plus vive préoccupation.

Pour répondre à ces inquiétudes, Herman Van Rompuy, président de l'UE a annoncé qu'un sommet se tiendra entre fin janvier et début février et abordera une nouvelle fois la réponse à la crise de la dette, mais aussi la compétitivité et l'emploi au sein de l'Union européenne.

## **La Voix du Nord : 20/12/11**

### **Zone euro Crise de la dette**

L'Union européenne a promis hier d'apporter plus de 150 milliards d'euros au Fonds monétaire international et a appelé le reste du monde à suivre son exemple afin que l'institution puisse à son tour aider la zone euro. De son côté, le gouvernement britannique a donné son feu vert hier à une réforme en profondeur du secteur bancaire pour tenter de mettre à l'abri les dépôts des particuliers.

## **La Voix du Nord : 22/12/11**

### **Union européenne Environnement**

Les États-Unis ont affirmé avoir des objections quant aux projets de l'UE de limiter les émissions de CO<sub>2</sub> des compagnies aériennes dans son espace aérien.

L'UE a décidé en 2008 d'obliger toutes les compagnies, y compris étrangères, qui desservent les pays de l'Union à acheter l'équivalent de 15% de leurs émissions de dioxyde de carbone à compter du 1<sup>er</sup> janvier.

## **La Voix du Nord : 30/12/11**

### **Les routiers s'inquiètent de l'arrivée de leurs homologues bulgares et roumains**

Cinq ans après leur entrée dans l'UE, la Bulgarie et la Roumanie ont tiré bénéfice de cette intégration même si elles admettent des attentes trop fortes. La principale fédération française patronale du secteur routier, la FNTR, s'est inquiétée hier de l'ouverture du marché français du transport de marchandises aux entreprises roumaines et bulgares conformément au droit européen.

À compter de l'année prochaine, les routiers roumains et bulgares pourront en effet transporter des marchandises au sein de l'Hexagone. Pour la FNTR « *l'arrivée des transporteurs roumains et bulgares sur le marché français générera de nouvelles tensions concurrentielles en raison de coûts sociaux et fiscaux très différents* ».

Pour faire face à cette concurrence, la FNTR demande « *de restaurer la compétitivité des entreprises de transport routier, notamment en réduisant le déficit de compétitivité avec les voisins directs comme l'Allemagne* ». En France, tous les temps de travail d'activité des chauffeurs routiers sont comptabilisés et payés mais ce n'est pas le cas dans tous les pays européens.

#### **Siège social**

2, rue Saint-Louis F-59610 FOURMIES

T : (33) 03 27 60 50 28 F : (33) 03 27 60 50 30 E-mail : eurothierache1@aliceadsl.fr

Facebook : <http://www.facebook.com/Europe.Direct.Gde.Thierache>

Web : [www.eurothierache.eu](http://www.eurothierache.eu)